

Nouvelles locales du mercredi 22 mai 2013

@rib News, 22/05/2013 | Diplomatie - Lors de l'ouverture des nouveaux bâtiments abritant l'Ambassade des Etats-Unis au Burundi (photo), l'Ambassadrice de ce pays a exprimé ses inquiétudes concernant les relations que le Burundi est en train de nouer avec la République Islamique d'Iran. De même, la Vice-présidente de la diplomatie américaine en Afrique a annoncé qu'elle aussi que les Etats-Unis ont demandé au Gouvernement burundais de respecter les sanctions prises par la Communauté internationale à l'égard de l'Iran. Selon le ministre de la diplomatie burundaise, le pays n'a pas à nouer des relations avec l'Iran. Laurent Kavakure rappelle que ces relations datent de 1978 et que la coopération va se focaliser sur le secteur de l'enseignement des militaires et cela va être fait en dehors de tout cadre militaire. Il ajoute aussi que les Américains n'ont pas à s'inquiéter de ces relations comme il leur avait expliqué auparavant.

[Rpa/Isanganiro/Bonesha/Rtr]

Économie - Le ministre des Finances vient d'adresser une correspondance aux autres ministres pour leur interdire de faire d'autres dépenses autres que le paiement des salaires et le remboursement des dettes. Tabu Abdallah Manirakiza fait savoir que des problèmes de trésorerie sont à l'origine de cette interdiction puisque le pays n'a pas de ressources. Les dépenses dépassent de loin les capacités internes. Selon le président du PARCEM, cela va engendrer la carence des financements en provenance de l'extérieur. Faustin Ndikumana estime que les capitaux et les appuis budgétaires étrangers ne vont plus arriver sans qu'il n'y ait pas des programmes d'investissements. Il trouve que si le pays est dans cette situation au mois de mai, la situation va empirer dans les jours à venir et le taux de croissance va sûrement en pâtir. Il voit ainsi que le Gouvernement va user de la planche à billets pour son autofinancement et il y aura inflation. Il interpelle le Gouvernement burundais à affronter le réalisme budgétaire et de prendre des mesures qui s'imposent afin de maîtriser la situation. [Bonesha/Rtr/Rpa/Isanganiro]- Le sucre manque cruellement dans le pays et la population ne sait quoi faire. Selon le porte-parole de l'Association Burundaise des Consommateurs, cette situation est inexplicable au moment où la SOSUMO avait battu son record en matière de production depuis sa création. Pierre Claver Nduwayo trouve aussi contradictoire la hausse du prix de ce produit au lendemain de l'annonce de cette production record. Il demande plus d'organisation dans ce secteur pour que la population soit servie comme elle le désire. [Isanganiro/Rtr]

Politique- Les partis politiques agrégés au Burundi sont réunis depuis ce mercredi dans un séminaire atelier au chef-lieu de la province de Kayanza. Sont aussi présents le ministre de l'Intérieur et les représentants de la CENI. Pendant 4 jours ils vont essayer d'apporter des modifications à apporter au Code électoral en vue de la préparation des élections paisibles et transparentes de 2015. Dans son mot d'ouverture, le représentant du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi a demandé aux politiciens burundais de faire tout leur possible pour donner des propositions constructives. Parfait Onanga Anyanga a aussi demandé l'apaisement du climat politique afin de privilégier une compétition politique libre de l'usage de la force. De son côté, le premier Vice-président de la République du Burundi a estimé que c'est l'occasion adéquate pour les politiciens burundais appelés à montrer encore une fois qu'ils cherchent du bien pour le pays. Tence Sinunguruza a demandé aux responsables des partis politiques de respecter le ou les concurrents politiques. Les deux personnalités ont fustigé le comportement de certains partis politiques qui veulent se servir de la jeunesse pour semer du désordre. Les travaux de cette réunion ont ensuite continué à huis clos.

[Rtr/Rpa/Bonesha/Isanganiro/Rtnb]- Selon le vice-président du parti Sahwanya Frodebu, son parti va essayer de convaincre le ministre de l'Intérieur pour qu'il change de comportement face aux actions de la jeunesse Imbonerakure parti au pouvoir. Frédéric Bamvuginyumvira trouve que si les jeunes affiliés aux partis politiques sont soutenus par le ministre de l'Intérieur, ils vont se comporter comme ils veulent et cela va certainement être préjudiciable au bon déroulement des élections de 2015. [Rpa]- Selon le président de l'association militant pour la promotion du leadership Burundi, la réunion de Kayanza ne va servir à rien dans l'apaisement des relations tendues entre les partis politiques.

Pascal Irariha dit qu'après la réunion qui a eu lieu dans les enceintes du BNUB à Bujumbura au début du mois de mai, il attendait que la situation soit calme, mais cela n'a pas été le cas, souligne-t-il. Il trouve qu'il n'aura pas dû être cette réunion puisque les Imbonerakure continuent de se conduire sous le regard complice des autorités tant administratives que policières. [Rpa]- Le président du parti Uprona attend quant à lui que les activités des autres partis politiques se déroulent paisiblement après cette réunion. Charles Nditije affirme que cette question doit obligatoirement être débattue lors de cette réunion afin de voir de la main faire l'action gênante des Imbonerakure. Ces derniers doivent comprendre que ce sont des Burundais comme tout le monde et apprendre à bien se conduire afin de ne pas attiser la colère des autres partis politiques. [Rpa]- Bras de fer entre le Conseil communal de Kanyosha dans la province de Bujumbura et le Gouverneur de cette province. Après que ce Conseil ait élu le nommé Ladislas Baziruwiha comme nouvel Administrateur communal, le Gouverneur Jacques Minani est venu et a mis des cadenas sur le Bureau communal ainsi que sur celui des conseillers de l'Administrateur et il a emporté avec lui le cachet communal. Le Conseil communal a fait confectionner un autre cachet et a installé le nouvel Administrateur élu dans un autre bureau. Depuis ce mardi, il a pris ses fonctions et la population qui attendait depuis longtemps a pu bénéficier des services de la commune. Selon le Gouverneur de la province de Bujumbura, cet Administrateur est un intrus et il va porter plainte contre lui. Ce dernier estime pourtant que le Gouverneur de la province a perdu la tête et doit répondre du mal qu'il a causé à la population de cette commune par la fermeture du Bureau communal. Il lui demande de s'en prendre plutôt au Conseil communal.

[Rpa] | Education - Les enseignants réunis au sein du syndicat CONAPES disent qu'ils étaient satisfaits de la tenue de la réunion avec le ministre de la Fonction publique, mais qu'ils ont été surpris d'entendre que le palier de recrutement exigé par le statut général des fonctionnaires pour la catégorie des enseignants est considéré par la ministre Sendazirasa. Selon le président de ce syndicat, cet échelon est même reconnu par un décret présidentiel et le Conseil des ministres n'a pas à se prononcer là-dessus comme le prétend le ministre de la Fonction publique. Il trouve que si ce n'est pas l'avantage n'est pas considéré par le ministre de la Fonction publique, ils ne vont pas regagner le travail. Emmanuel Mashandari précise toutefois que si le Gouvernement s'engage par écrit qu'il va respecter ce droit de deux ans

[Rpa] | Education - Les enseignants réunis au sein du syndicat CONAPES disent qu'ils étaient satisfaits de la tenue de la réunion avec le ministre de la Fonction publique, mais qu'ils ont été surpris d'entendre que le palier de recrutement exigé par le statut général des fonctionnaires pour la catégorie des enseignants est considéré par la ministre Sendazirasa. Selon le président de ce syndicat, cet échelon est même reconnu par un décret présidentiel et le Conseil des ministres n'a pas à se prononcer là-dessus comme le prétend le ministre de la Fonction publique. Il trouve que si ce n'est pas l'avantage n'est pas considéré par le ministre de la Fonction publique, ils ne vont pas regagner le travail. Emmanuel Mashandari précise toutefois que si le Gouvernement s'engage par écrit qu'il va respecter ce droit de deux ans

syndicalistes peuvent revoir leur décision. [Rtnb/Bonesha/Rpa]- Le comité des parents d'élèves du secondaire trouve révoltant la répression des grèves au niveau des écoles secondaires du Burundi. Il trouve que la rue est devenue un instrument de réclamation de la part des enseignants. Il demande plus de prise de conscience de la part des enseignants et du Gouvernement afin de dialoguer avant le débordement de la situation. Selon ce comité, il y a des personnes adultes dans ces deux catégories et la grève ne devrait pas avoir lieu en cas de revendication puisque le dialogue devrait rester de mise. [Bonesha]